



Déclaration liminaire de Solidaires Douane pour la convocation du CSAL du 24 Mars 2026

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui avec plusieurs points à l'ordre du jour dont les emplois et les effectifs (point n°3) ; à ce sujet Solidaires Douanes Réunion tient à vous rappeler que le CSAL est une instance de dialogue social pour permettre un réel dialogue où l'administration se doit de prendre en compte les propositions ainsi que les remarques des différentes organisations syndicales or ce n'est plus le cas depuis un certain temps.

En effet, l'administration nous a présenté vendredi 13/03/2026 lors d'un GT trois projets pour lesquels des réunions de travail vont être programmées prochainement.

Solidaires Douanes Réunion s'étonne que ces projets aient été discutés avec les chefs de services sans concertation préalable avec les OS et déjà présentés au dialogue de gestion 2026 à la DG. Celle-ci les a d'ailleurs validés.

On ne peut que dénoncer cette situation de « fait accompli ». Pour rappel, l'instance de dialogue sociale n'est pas une simple chambre d'enregistrement.

Solidaires Douanes Réunion ne peut être que dubitative face à des projets funestes qui détruisent les emplois douaniers locaux sous couvert de réorganisation de services dans le but soi disant d'amélioration et d'allègement de la charge de travail et de meilleure répartition des emplois.

En effet, déjà à la création de la Cellule Sanitaire, Solidaires Douanes avait interpellé l'administration pour dénoncer cette gestion hasardeuse des effectifs par un jeu de chaises musicales pour ne pas dire des pansements qui ne soignent pas le mal rongeant notre administration.

D'autres exemples sont criants, notamment la pénurie d'effectifs dans les brigades du Port et de Gillot malgré le renfort de deux maîtres chiens anti stup et huit emplois à venir ainsi que dans les services OPCO AG de la direction.

→ Petit mémorandum sur les effectifs douaniers depuis cinq ans :

2020 : - 173 ETP (équivalent temps plein)

2021 : - 180 ETP

2022 : -164 ETP

2023 : -46 ETP

2024 : -4 ETP

2025 : +68 ETP

Solde : - 499 ETP

Pour 2026, le PAE prévisionnel sera de – 50 ETP au niveau national.

Depuis l'année 2025, la DG a mis en place les EPC (emplois physiques cibles) pour répartir les effectifs entre directions.

Pour Solidaires Douanes, ce n'est ni plus ni moins qu'une gestion de la pénurie des effectifs en Douane en nous présentant cela comme un outil de modernité pour l'administration.

Force est de constater que cette gestion nous mène droit au mur face aux enjeux économiques et de la lutte contre les fraudes.

Depuis près de cinq ans la Douane ne fait que perdre des emplois (environ 700 emplois) alors que dans le même temps notre président de la République a fait une annonce tonitruante en début d'année 2026 avec un plan massif DOUANE que devait présenter notre ministre de tutelle ; mais celle-ci depuis lors est partie sous d'autres cieus.....

Circuler, y'a rien à voir, MDR !!!!!!!!!!!!!!!

Notre administration n'est à priori pas prioritaire mais par contre les politiques savent où faire des économies.

Ce plan, on l'appelle « l'arlésienne »

On aura beau jeu de nous dire qu'à la Réunion on a gagné 8 emplois et que l'on doit s'estimer heureux !!!!

Solidaires Douanes Réunion ne peut pas cautionner la politique actuelle de transfert d'emplois entre services sans de véritables créations d'emplois.

La création de 8 emplois à la Réunion s'est faite grâce au travail des Organisations Syndicales, mais également parce que le trafic de stupéfiants à la Réunion a augmenté très significativement.

Depuis des années ces emplois étaient demandés ; cette réalisation ne fait que compenser à la marge le manque d'effectifs en surveillance qui était devenu criant et désespérant.

A cette occasion, Solidaires Douanes Réunion demande un renfort de six emplois supplémentaires à Gillot en prenant en compte la création des 7 emplois annoncés en deux phases (2026/2027) afin que cette brigade devienne une très grande unité (50 emplois) permettant d'assurer correctement ses missions.

- Mais également un renfort de 8 emplois à la BSE du Port pour absorber la mission du SMBI.

- des effectifs supplémentaires dans les services OPCO AG, notamment au bureau du Port qui en a grandement besoin.

Voici nos propositions qui sont raisonnables et répondant aux besoins actuels de nos services et de nos missions.

Il y en a marre de la dégradation des conditions de travail et de la réalisation des missions pour répondre aux exigences budgétaires contraintes de l'état, la DOUANE ne doit pas être un levier perpétuel d'ajustement de la politique budgétaire de l'État.

Pour exemple, la DCCRF a fondu comme neige au soleil et n'existe quasiment plus.....

A bon entendeur !!!!!

La section régionale de Solidaires Douane Réunion, un syndicat engagé au service des Douaniers(es)